

**CONTRE L'EXTRÊME-DROITE, PAR NOS MANIFESTATIONS ET NOS GRÈVES,  
EN FINIR AVEC 40 ANS DE POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES,  
DE GAUCHE COMME DE DROITE**

**A**près la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

**Petits arrangements entre meilleurs ennemis**

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

**Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite**

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut

comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

**La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse**

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire.

**Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre**, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

**Paris : La charge contre les CDD continue, la résistance aussi !**

La direction a décidé de mettre fin aux contrats de plusieurs dizaines d'aides-soignant-es en CDD à la Pitié Salpêtrière. Leur motif ? Il y aurait trop d'aides-soignant-es sur l'hôpital ! Alors que nous sommes déjà en sous-effectif, la direction veut encore couper dans les équipes pour faire les économies demandées par le gouvernement : 600 millions sur l'hôpital public en 2024. Heureusement, dans plusieurs services les collègues se sont organisé-es collectivement pour imposer que les collègues restent. Et plusieurs services ont eu gain de cause. Alors leur facture, qu'ils se la gardent !

**Pénurie de médicaments... de pire en pire**

Depuis des mois, les pharmaciens alertent sur la pénurie de milliers de médicaments comme l'amoxicilline, les traitements contre les troubles de l'attention, les anti-diabétiques... C'est désormais également le cas de la Ventoline, qui traite l'asthme de 4 millions de personnes en France. Cette rupture de stock intervient alors qu'une vague d'allergies au pollen touche quasiment tout le pays. Ce médicament est fabriqué par GSK, un géant de l'industrie pharmaceutique mondiale. Les causes de cette pénurie s'expliquent notamment par son prix jugé trop bas pour être un marché « attractif ». Ce médicament n'est pas assez rentable et tant pis pour les patient-es qui en ont besoin. Profit capitaliste et santé publique ne font pas bon ménage.

**Gaza : l'armée israélienne fait disparaître des centaines de soignant-es**

Une enquête publiée par The Intercept révèle que l'armée israélienne aurait capturé et enfermé au moins 214 soignant-es. Après la mort en prison d'Adnan Al-Bursh, un chirurgien de l'hôpital d'Al-Shifa à Gaza, il ne fait plus aucun doute que les soignant-es aussi sont torturé-es dans les camps de détention israéliens, au même titre que la plupart des prisonnier-ères palestiniennes. S'en prendre aux soignant-es, c'est contribuer aux génocides en empêchant les soins urgents aux victimes civiles, c'est aussi empêcher le décompte des morts, et au final cela participe à invisibiliser les massacres à Gaza. Face à cela ne restons pas silencieux-ses ! Exprimons ensemble notre solidarité de classe internationale dans la rue !

**SAMEDI 15 JUIN : MANIFESTATION  
en soutien au peuple palestinien**

**A l'appel du Collectif 14 de Solidarité avec la  
Palestine**

**15h - Caen - En face du Monoprix**

**Saint-Denis : un collectif se monte contre l'extrême droite**

La perspective du RN au pouvoir ne laisse pas indifférent-es nos collègues de Saint-Denis qui organisent une AG le 18 juin pour s'organiser autour de leurs revendications, et non autour d'une gauche fraîchement unie derrière cette nouvelle mouture du Front populaire. Car même la gauche au pouvoir a alimenté le racisme et l'appauvrissement des travailleur-ses, ce qui ne peut que nourrir l'extrême droite. Et nous le savons très bien, gauche ou droite au pouvoir, c'est par nos luttes que nous gagnons sur nos revendications !

**DIMANCHE 16 JUIN : MANIFESTATION  
contre l'extrême droite**

**A l'appel de l'intersyndicale**

**11h - Caen - Place de la République**

**Dans la lutte contre les VSS à l'hôpital, il ne faut pas oublier les patient-es !**

Fin mai, le ministre de la santé Frédéric Valletoux a présenté son plan pour lutter « efficacement » contre les VSS dans le secteur médical. C'est un premier round gagné, depuis l'irruption du metoo hospitalier et suite à la manifestation du 29 mai. Mais malheureusement, ce plan ne comporte aucune mesure visant à protéger les patientes ! Demandons, comme le font dans un communiqué récent une trentaine d'associations, des mesures visant à les protéger notamment des violences obstétricales et gynécologiques !

**En grève dès maintenant !**

Aujourd'hui, mardi 11 juin, le ministre de la santé Frédéric Valletoux reçoit les cinq fédérations hospitalières (privée, publique, à domicile etc.) dans l'optique de discuter d'un nouveau « plan pluriannuel ». Après avoir reculé face aux patrons de la FHP, le ministre va présenter un nouveau plan de financement... Et nous ne voulons pas qu'il se fasse sur notre dos ! Plusieurs syndicats ont appelé à la grève ce même jour, l'ensemble des collègues soignants du public et du privé. Exigeons une augmentation de salaires, des moyens et des embauches ! Le préavis couvre d'ailleurs l'ensemble du mois de juin : utilisons le pour discuter entre nous et nous organiser, toutes et tous ensemble !

**6 juin : pas de débarquement de patient-es**

On s'y attendait, les commémorations du DDay ce 6 juin ont largement perturbé la circulation dans tout le Calvados. Alors que Macron faisait de beaux discours sur la paix et la liberté tout en préparant notre jeunesse à aller mourir sur un front (celui décidé par les capitalistes), nos patient-es ont dû attendre un jour de plus avant de pouvoir consulter.